



**DELIBERATION  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**N°2015-052**

**\* \* \***

**Objet :**

**Révision du PLU**

Délibération affichée le :

**L'an deux mille quinze et le vingt trois juin à dix-huit heures trente**, le Conseil Municipal de la commune de GIGNAC, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jean François SOTO, Maire.

**Etaient présents :**

MM. SOTO Jean-François – SERVEL Olivier — SOREL Joëlle – BLANES Michel – LEROY Annie – DEHAIL Francine – BIESSE Frédérique – VAILHE Bruno – FALZON Serge – LONGIN Thierry – BONNET Jean-louis - DEBEAUCHE Christine – DURAND Véronique - CABOCHE Chrystelle – PANTALEONE Alexandra – NADAL Olivier – MATEO Amélie — DEJEAN Anne Marie – GOMEZ René – CONTRERAS Sylvie – LECOMTE Olivier

**Pouvoirs :** CHRISTOL Marcel à SOTO Jean-François - LABEUR Martine à FALZON Serge - COLOMBIER François à SERVEL Olivier - SANCHEZ Marie-Hélène à CABOCHE Chrystelle - ADELAERE Sylvain à BLANES Michel - EDMOND-MARIETTE Gérard à CONTRERAS Sylvie - SUQUET Maguelonne à LECOMTE Olivier

**Absent :** POURTIER Jean Luc

Convocation du 17 juin 2015

Mme Amélie MATEO est élue secrétaire à l'unanimité

Le Maire présente l'opportunité et l'intérêt pour la commune de réviser le P.L.U. En effet, depuis l'approbation le 27 septembre 2012 et l'utilisation du document, il est nécessaire de procéder à un toilettage et une mise à jour du P.L.U. De plus, il est nécessaire de rapporter la délibération n° 2013-111 du 12 décembre 2013.

Le projet de révision consiste à :

- . adaptations mineures du règlement,
- . adaptations mineures des périmètres,
- . corrections des erreurs matérielles,
- . prise en compte de la loi ALUR,
- . prise en compte de la modification du P.P.R.I.,
- . mise en compatibilité avec le S.U.P. D.U.P. captage Combe Salinière,
- . intégration de l'arrêté préfectoral du 11 mars 2013 relatif à l'obligation de débroussaillage.

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L 123-1 et suivants et les articles R 123-1 et suivants,

Considérant que l'établissement de la révision du P.L.U. aurait un intérêt évident pour une gestion du développement durable communal.

Après avoir entendu l'exposé de son Président, le Conseil par **28 voix POUR (unanimité)**

➤ **DECIDE**

- de rapporter la délibération n° 2013-111 du 12 décembre 2013,
- de prescrire l'établissement de la révision du P.L.U. sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles R 123-1 et suivants du code de l'urbanisme,
- de lancer la concertation prévue à l'article L 300-2 du code de l'urbanisme.

Cette concertation revêtira la forme suivante :

**Moyens d'information à utiliser : (\*)**

- . affichage de la présente délibération pendant toute la durée des études nécessaires
- . article spécial dans la presse locale,
- . articles dans le bulletin municipal,

- . réunion publique avec la population et exposition publique avant que le P.L.U. soit arrêté,
- . dossier disponible en mairie.

**Moyens offerts au public pour s'exprimer et engager le débat : (\*)**

- . un registre destiné aux observations de toute personne intéressée sera mis tout au long de la procédure à la disposition du public, en mairie aux heures et jours habituels d'ouverture,
  - . possibilité d'écrire au maire,
  - . des permanences seront tenues en mairie par Monsieur le Maire, l'Adjoint délégué à l'urbanisme ou des techniciens dans la période d'un mois précédent « l'arrêt du projet de P.L.U. » par le conseil municipal.
- La municipalité se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire.

Cette concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet de P.L.U. A l'issue de cette concertation, Monsieur le Maire en présentera le bilan au conseil municipal qui en délibérera et arrêtera le projet de P.L.U.

- de donner autorisation au maire pour signer toute contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant l'élaboration technique du P.L.U.

La présente délibération sera transmise au Préfet et notifiée :

- . aux présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental,
- . aux présidents de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre des métiers et de la chambre d'agriculture,
- . au président de l'établissement public de gestion du schéma de cohérence territorial,
- . à l'autorité compétente en matière des transports urbains,
- . à l'autorité compétence en matière de programme local de l'habitat.

Conformément à l'article R 123-34 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et mention de cet affichage sera effectuée dans un journal.

Ainsi fait et délibéré à GIGNAC, les jour, mois et an que dessus et ont signé au registre les membres présents.

Le Maire,  
Jean-François SOTO.